



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

L'ensemble du monde du travail est attaqué,

RIPOSTONS ENSEMBLE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 31 JANVIER 2013

L'encre de l'accord scélérat sur « la flexi-sécurité » du travail signé par le patronat, la CFDT, la CGC et la CFTC n'a pas eu le temps de sécher que Renault joue les « Monsieur Plus ».

La direction annonce la suppression de 8 260 emplois, tout en voulant imposer dans les usines un accord « de compétitivité » encore plus pourri : mobilité forcée, allongement du temps de travail, gel des salaires en 2013 et augmentations dérisoires pour 2014 (0,5%) et 2015 (0,75%), ce qui avec l'inflation reviendra à une baisse des salaires. Avec le chantage à la fermeture de deux usines en cas de non signature de l'accord.

Licencier les uns et surexploiter les autres, voilà le but de ces accords scandaleux. Aucun travailleur ne sera épargné !

Gouvernement et Medef, main dans la main

"Nous considérons que cela fait partie du cadre normal dans lequel une entreprise peut décider de gérer par avance ses effectifs et son personnel", a jugé Montebourg en parlant de Renault.

Après PSA et ArcelorMittal, Montebourg ne se contente plus de manger son chapeau, il passe carrément la pommade ! A l'unisson d'un gouvernement qui accorde 20 milliards de crédit d'impôt aux entreprises, envoie ses CRS contre les grévistes de PSA Aulnay, reçoit à coups de grenades lacrymogènes les sidérurgistes de Florange. Ce cadeau profitera aux licenciés Peugeot et Renault, à Arcelor et autres groupes riches qui l'empochent d'une main, tout en fermant leurs usines et en licenciant de l'autre.

Et d'autres sales coups se préparent : pendant que les patrons vident des usines et fabriquent de nouveaux chômeurs, le COR (Conseil d'Orientation des Retraites) propose de diminuer les retraites et la Cour des comptes préconise une baisse des indemnités de chômage !

Luttons sans plus attendre

Du côté des organisations syndicales qui n'ont pas signé l'accord avec le MEDEF, il faut maintenant aller au-delà des protestations et des démarches auprès des députés, car il n'y a rien à attendre du jeu parlementaire.

Il faut au contraire construire la mobilisation d'ensemble contre les diktats du patronat et du gouvernement.

Grève reconductible depuis le 16 janvier à l'usine PSA d'Aulnay contre la fermeture programmée du site ; débrayages répétés et de plus en plus importants dans toutes les usines Renault ; manifestations communes des salariés de Virgin, de Fralib, de Sanofi, d'Arcelor, de Goodyear, du collectif des "Licenci'elles" autour des salariées virées des 3 Suisses ; grève dans la Fonction publique contre les suppressions d'emplois et la baisse du pouvoir d'achat... Autant de signes que la colère du monde du travail commence à monter. Et qu'il est temps que toutes ces luttes s'unifient.

La convergence des luttes, c'est possible !

Jeudi dernier à Flins, la direction du site a tout fait pour empêcher les travailleurs PSA d'Aulnay de rejoindre les salariés de Renault en débrayage dans l'usine : portes cadenassées, vigiles et cadres sur le pied de guerre...

Pourtant, la détermination des 250 ouvriers de PSA Aulnay a été la plus forte. Les scènes de liesse et de fraternisation entre les salariés de Citroën et ceux de Renault ont fait chaud au cœur à tous les participants, comme aux quelques millions de travailleurs qui ont vu le reportage aux journaux télévisés. Cette action montre que la convergence des luttes pour briser l'isolement n'est pas une utopie.

Partout où les salariés entrent en bagarre, c'est désormais vital qu'ils unissent leurs forces à l'ensemble des secteurs en lutte. C'est ainsi qu'il sera possible de faire ravalier aux patrons et au gouvernement tous leurs sales coups !

HARO SUR LES CHÔMEURS

Alors que d'ici la fin de l'année, patronat et syndicats doivent réviser la convention d'assurance chômage, la Cour des comptes prépare le terrain à une remise en cause de notre système d'indemnisation du chômage.

Elle l'accuse d'être « *plus protecteur que dans d'autres pays* ». Tant pis si l'endettement de ce système est d'abord le produit de la baisse des cotisations patronales, sur fond de chômage galopant. Pour le président socialiste de cette institution, il est plus simple de s'en prendre aux chômeurs qu'à la politique des entreprises qui licencient à tour de bras.

Alors que le système ne couvre même pas une personne sur deux, la Cour propose de revoir à la baisse le montant des versements, en réintroduisant le mécanisme de la dégressivité des prestations.

Le rapport préconise encore de conditionner l'indemnisation du chômage à l'acceptation de « *la mobilité géographique ou à la diminution du salaire lorsque celui-ci est un paramètre clef de la reprise d'emploi* ». Tout simplement révoltant.

OUI À L'ÉGALITÉ DES DROITS

Tout ce que le pays compte de plus réactionnaire, politiciens de droite, représentants de l'Eglise, et autres continuent à distiller leur propagande haineuse contre le projet de loi sur le mariage homosexuel. Le sort des enfants, répètent-ils...

Mais se préoccupent-ils des vraies difficultés des familles qui rejaillissent sur le sort de millions d'enfants, les problèmes de travail, de logement, de manques de moyens dans les crèches ou dans les écoles ? Non, bien sûr. Alors, ce week-end, des centaines de milliers de personnes, qui par ailleurs ne prônent pas particulièrement l'institution bourgeoise du mariage, ont tenu à affirmer, en manifestant, que l'égalité des droits, en tout cas, cela devrait aller de soi

LE CDI, UNE ESPÈCE RARE

Il n'aura pas fallu attendre l'accord « compétitivité emploi » pour voir l'emploi précaire gagner du terrain : selon la Sécurité sociale, 10,5% de CDI en moins ont été signés en 2012. Le nombre de CDD a également chuté, sauf pour ceux dont la durée est inférieure à un mois.

Autant dire que la précarité augmente à grande vitesse ! Avec les possibilités qu'offrent ce dernier accord, le chantage à l'emploi va ainsi trouver un écho que seule la lutte d'ensemble pour l'interdiction des licenciements peut contrer.

CARLOS GHOSN ET LA MAISON DE REDRESSEMENT

Devant l'annonce de milliers de suppressions d'emplois à Renault, Arnaud Montebourg demande à Carlos Ghosn de baisser son salaire (de 13,3 millions d'euros en 2011, le deuxième plus haut du CAC 40).

Par contre, pour la réclamation des travailleurs, qui consiste à prendre sur les dividendes versés aux actionnaires (340 millions d'euros en 2012), mieux vaut ne pas compter sur le Ministère du dégonflement pathétique.

TROUPES FRANÇAISES, HORS... DU NIGER

Selon divers média, le gouvernement français a décidé l'envoi très prochain des forces spéciales de l'armée « *pour assurer la sécurité des principaux sites d'exploitation d'uranium de l'entreprise française AREVA au Niger* ».

De même que l'armée française a été envoyée au Mali soi-disant « *à la demande du président de ce pays ami* », les formes là aussi vont être assurément soignées : il est clair que le concours des forces spéciales françaises va être sollicité par le président du Niger, Monsieur ISSOUFOU, qui n'est autre qu'un ancien cadre AREVA !

Il s'agit là d'une décision injustifiable qui démontre une fois de plus que la « Françafrique » a encore de beaux jours devant elle et que les ressources naturelles du Niger appartiennent dans les faits toujours à la France, comme au « bon vieux temps » de la colonisation.

Une démonstration claire pour tous ceux qui ont pu croire que l'intervention au Mali n'avait pour seul but que de chasser les « terroristes » et de rétablir la démocratie dans ce pays. 100% de l'uranium français nécessaire pour l'ensemble du parc nucléaire français est importé, et l'armée française est envoyée pour protéger son extraction.

La volonté de Paris est de continuer à s'approprier à bas prix l'uranium du Niger. Pour la bourgeoisie, la défense de « *l'indépendance énergétique française* », basée sur le nucléaire, mérite bien un peu d'ingérence dite « humanitaire ».

Par ailleurs, comment ne pas s'étonner du silence assourdissant des élus écologistes et de leur présence dans ce gouvernement qui ne rompt en rien avec la tradition néo-coloniale de ses prédécesseurs ?

Troupes françaises hors du Mali, Hors du Niger ... hors d'Afrique !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique